

Déclaration du Forum allemand sur l'environnement et le développement sur l'habitat III

Le Forum allemand sur l'environnement et le développement a été fondée en 1992, après la conférence de l'ONU à Rio sur l'environnement et le développement. Son but est de coordonner les ONG allemandes dans les processus politiques internationaux sur le développement durable. Il a été fortement impliqué dans la préparation et les processus de la société civile de la Conférence Habitat III en 1996 à Istanbul. Le Forum est étroitement lié à des organisations environnementales et de développement en Europe et vise à un changement de l'économie du gaspillage actuel et le mode de vie des pays industriels.

Nous accueillons ...

... L'organisation d'une nouvelle conférence de l'habitat mondial des Nations Unies, car il peut aider à rappeler aux gouvernements et aux sociétés de garder leur Habitat II promesses en réalisant les objectifs d'un logement convenable pour tous et durable des agglomérations urbaines dans notre monde en pleine urbanisation.

... L'intérêt d'actualiser et de concrétiser les dimensions urbaines des objectifs de développement post-2015.

... L'occasion d'un examen critique de l'Agenda Habitat 1996, pour une réflexion globale sur les raisons de sa mise en œuvre (non) et pour une analyse commune des nouveaux défis et des forces vers les villes seulement et vivables pour tous.

... Les nombreuses idées et points de vue déjà exprimés dans 22 projets de documents thématiques présentés dans six domaines politiques, parce que cette productivité peut encourager les mouvements sociaux urbains à travers le monde pour élever leurs propres voix et de proposer leurs propres objectifs, des visions et des propositions pour un développement durable des établissements visant à défendre et réaliser les droits de l'homme, la justice et l'égalité.

De notre point de vue, il ya quelques points manquants dans les journaux et les débats: Nous manquons ...

... Un engagement clair pour les accords obtenus sur les principaux objectifs de l'Agenda Habitat 1996, en particulier l'engagement à la réalisation du droit à un logement convenable et aux établissements humains équitables en tant que principes du développement durable.

... Une référence sérieuse à la pratique des expulsions forcées et la destruction des colonies de personnes. Ces pratiques inhumaines un impact de plus en plus des millions de personnes dans les villes africaines et asiatiques, et sont fortement présents dans d'autres continents, y compris en Europe et en Amérique du Nord. Les expulsions forcées constituent des violations graves des droits de l'homme et une menace constante pour tous les habitants des quartiers de l'auto-construction ainsi que pour les locataires à faible revenu.

... Des propositions de politiques pour arrêter et inverser les inégalités sociales croissantes qui sont les principales causes de la pauvreté urbaine et l'exclusion sociale, la gouvernance autocratique et de l'insécurité, de la croissance et les transformations urbaines insoutenable, par la spéculation immobilière et l'instabilité économique.

... Une attention particulière sur la discrimination entre les sexes ainsi que sur l'exclusion des handicapés, des personnes âgées et d'autres groupes. Tous ces problèmes ont besoin d'approches spécifiques et ne doivent pas être mélangés dans un même cadre de «l'inclusion».

... Une référence au rôle négatif des politiques d'austérité (par exemple comme éléments de politiques d'ajustement structurel) imposées à de nombreux pays et les

villes par les gouvernements, les agences internationales, les institutions supranationales et les traités internationaux, ce qui réduit sensiblement la fourniture d'un logement décent et d'autres services de base et a eu un impact extrêmement négatif sur l'équité et la qualité de vie dans les établissements humains.

... Les questions de privatisation et de la déréglementation de logements sociaux et publics de location et ses conséquences sur l'exclusion et l'accès au logement.

... Un examen critique des impacts de partenariat public-privé (PPP) accords - comme l'a recommandé à Habitat II - et de la privatisation des services publics essentiels comme l'eau, des transports et de l'électricité sur la qualité de service, les coûts, les finances municipales et les conditions de vie des citoyens, en particulier ceux à faible revenu.

... Une réflexion adéquate sur les conséquences désastreuses de prêts subprime, la titrisation hypothécaire et le private equity ou les hedge funds sur les marchés foncier et du logement. La crise de 2008 a montré à laquelle étendre qui peuvent considérablement influencer sur la sécurité d'occupation de millions, dette privée et publique, économie urbaine, l'emploi et les finances municipales.

... Rapports sur les conséquences et les risques d'accords de libre-échange internationaux existants et prévus (comme TTIP) sur le logement et les villes.

Nous avons grave préoccupation ...

... Que Habitat III pourrait oublier la plupart des accords internationaux sur les droits humains orientés développement urbain, sur les établissements humains équitables, sur la participation locale et la durabilité sociale qui avaient été obtenus lors d'Habitat II, et que les obligations des droits humains des gouvernements pourraient être négligés et substitués par des approches technocratiques de remodeler les villes pour les défis à venir, les besoins de la classe moyenne et les occasions d'affaires.

... Que le "nouvel agenda urbain» pourrait mettre un fort accent sur la restructuration des villes en vue des changements climatiques, mais pourrait ne pas obtenir suffisamment de solutions qui combinent que l'accent avec les grandes questions sociales et économiques comme la pauvreté et de l'inégalité, de l'itinérance et de l'insécurité de l'occupation, de la discrimination et l'exclusion sociale, l'expropriation et l'expulsion.

... Que l'adaptation climatique pourrait devenir un prétexte pour législations anti-sociales, les transformations urbaines et les stratégies commerciales rentables.

... Que les éléments de l'ordre du jour New Urban plaidant pour la nécessité de la restructuration des villes pour l'adaptation au climat pourraient être utilisés à mauvais escient par les gouvernements pour justifier les expulsions.

... La communauté internationale ne parviendra pas à discuter les racines urbaines de la FF 2007. les accidents et ne fera rien pour corriger la trajectoire destructrice de la marchandisation, la privatisation et la déréglementation de nos communes urbaines, des terres, des logements et des infrastructures.

... Que le logement public et social, le contrôle social de l'utilisation des terres urbaines et la prestation publique des services de base - des mesures qui pourraient réduire les inégalités sociales croissantes dans les villes et les sociétés - ne jouera pas un rôle sérieux à Habitat III.

... Que «l'inclusion» et la cohésion sans présenter les instruments et les politiques sur la façon de réduire sensiblement les inégalités sociales resteront symbolique.

... Que la réalité de la pauvreté urbaine pourrait être fusionné et oublié sous l'inclusion

Nous proposons que la Conférence Habitat III dans sa déclaration finale ...

... Prend l'héritage du Programme pour l'habitat et réaffirme l'importance du droit au logement, comme on dit dans le Pacte international relatif aux droits ESC de 1966, y

compris tous les aspects que "la sécurité d'occupation; la disponibilité des services et des infrastructures; abordabilité; habitabilité; l'accessibilité, en particulier pour les groupes défavorisés; emplacement adéquat et l'adéquation culturelle. "les États sont tenus de protéger, respecter et garantir le droit des budgets appropriés de l'État (ou des fonds de développement) suffisants pour résoudre les problèmes urgents de logement. Une enquête approfondie de la situation du logement de tous les groupes de la population est nécessaire ainsi que le développement participatif des stratégies à court et à long terme pour surmonter les déficits spécifiques en matière de logement.

... Confirme que le développement urbain durable est une approche à la réalisation des droits de l'homme, l'équité et la justice; que cela dépend de la participation active de tous les habitants et ne peut pas être atteint sans aborder sérieusement la réalité des citoyens à faible revenu.

... Précise que les solutions techniques pour la résilience et intelligentes villes urbaines ne pourront jamais remplacer l'approche holistique du développement durable et les droits sociaux et que l'adaptation des villes au changement climatique ne doit jamais servir de prétexte à l'évolution anti-sociaux urbains,

... Comprend une déclaration claire en faveur de l'urgente nécessité de contrôler démocratiquement l'utilisation des terres urbaines et de fournir suffisamment de terres à des fins de logement social en centre-ville, à proximité de possibilités d'emploi et aux services sociaux, culturels et récréatifs.

... Discute les options de modèles de logements publics et sociaux organisés démocratiquement à grande échelle - y compris la location, coopérative et la propriété collective - comme un instrument fondamental d'une disposition du logement de l'homme sur la base pour tous, définissant modèle de production, les modèles de gestion, les besoins de financement et les rôles de l'Etat , les villes et de la société civile dans la production sociale de l'habitat.

... Inclut dans ses discussions sur la nécessité de réglementer les prêts hypothécaires, les placements immobiliers et les industries financières.

... Considère la nécessité de surmonter le dogme de l'austérité et de permettre des stratégies sociales et de la pauvreté axée sur les investissements publics dans le logement, les services et les infrastructures.

... Examine l'impact du libre-échange et de travail obligatoire sur les villes.

... Reconnaît le grand nombre de locataires dans la plupart des types de colonies, y compris les établissements informels, et soutient les mesures visant à améliorer leur sécurité juridique du bail.

... Des questions l'idée que les titres de propriété privés sont toujours la meilleure solution, et renforce le développement d'alternatives - également en ce qui concerne la régularisation des établissements informels.

... Envoie un signal à travers le monde une forte condamnant la pratique inhumaine des expulsions forcées constitue une violation grave des droits de l'homme.

Reclaiming-spaces mailing list

desservie par JPBerlin

Blog: www.reclaiming-spaces.org

Adresse pour les messages à la liste:

reclaiming-spaces@listi.jpberlin.de

info-page l'accès aux archives, (non) vous abonner

<https://listi.jpberlin.de/mailman/listinfo/reclaiming-spaces>

Statement of the German Forum on Environment & Development on Habitat III

***** The German Forum on Environment & Development was founded in 1992 after the UN conference in Rio on environment and development. Its purpose is to coordinate German NGOs in international political processes on sustainable development. It was strongly involved in the preparation and the civil society processes of the Habitat III Conference in 1996 in Istanbul. The Forum is closely linked to environmental and developmental organizations in Europe

and is aiming at a change of the current wasteful economy and lifestyle of industrial countries. We welcome ... the organization of a further global Habitat conference of United Nations, because it may help to remind governments and societies to keep their Habitat II promises by realizing the goals of adequate shelter for all and sustainable urban settlements in our urbanizing world. ... the interest to actualize and concretize the urban dimensions of the post-2015 development goals. ... the opportunity for a critical review of the 1996 Habitat Agenda, for a global reflection on the reasons of its (non)implementation and for a shared analysis of new challenges and forces towards just and liveable cities for all. ... the many ideas and views already expressed in 22 draft issue papers presented in six policy areas, because this productivity may encourage urban social movements across the world to raise their own voices and propose their own goals, visions and proposals for a sustainable development of settlements aiming to defend and realize human rights, justice and equality. From our point of view, there are some missing points in the papers and debates: We miss ... a clear commitment to the achieved agreements on main goals of the 1996 Habitat Agenda, especially the commitment to the realization of the right to adequate shelter and to equitable human settlements as principles of sustainable development. ... a serious reference to the practice of forced evictions and the destruction of people's settlements. These inhuman practices increasingly impact millions of people in African and Asian cities, and are strongly present in other continents, including Europe and North America. Forced evictions are serious violations of Human Rights and a constant threat for all inhabitants of self-built settlements as well as for low-income tenants. ... policy proposals to stop and revert growing social inequalities which are the main reasons for urban poverty and social exclusion, for autocratic governance and insecurity, for unsustainable urban growth and transformations, for real estate speculation and economic instability. ... specific attention on gender discrimination as well as on the exclusion of disabled, elderly and other groups. All these problems need specific approaches and should not be mixed under one umbrella of "inclusion". ... a reference to the negative role of austerity policies (for instance as elements of structural adjustment policies) imposed on many countries and cities by governments, international agencies, supranational institutions and international treaties, which substantially reduced the provision of decent housing and other basic services and had an extremely negative impact on equity and liveability of human settlements. ... the issues of privatization and deregulation of social and public rental housing and its consequences on exclusion and the access to housing. ... a critical review of impacts of public private partnership (PPP) agreements - as recommended at Habitat II - and of the privatisation of essential public services like water, transport and electricity on service quality, costs, municipal finances and the living conditions of citizens, specifically those with lower income. ... an adequate reflection on the disastrous consequences of subprime lending, mortgage securitisation and private equity or hedge funds on housing and land markets. The 2008 crisis showed to which extent that can dramatically influence the security of tenure of millions, private and public debt, urban economy, employment, and municipal finances. ... reporting on the consequences and risks of existing and planned international free trade agreements (like TTIP) on housing and cities. We have serious concern ... that Habitat III might forget many of the international agreements on a human rights orientated urban development, on equitable human settlements, on local participation and social sustainability which had been achieved at Habitat II, and that Human Rights obligations of governments might be neglected and substituted by technocratic approaches to reshape the cities for future challenges, middle class needs and business opportunities. ... that the "New Urban Agenda" could put a strong focus on the restructuring of cities in view of climate changes, but might not seek sufficiently for solutions which combine that focus with the big social and economic questions like poverty and inequality, homelessness and insecurity of tenure, discrimination and social exclusion, expropriation and expulsion. ... that climate adaption could become a pretext for anti-social legislations, urban transformations and profitable business strategies. ...

that elements of the New Urban Agenda arguing for the need of restructuring the cities for climate adaptation might be misused by governments to justify evictions. ... the world community will fail to discuss the urban roots of the 2007 ff. crashes and will do nothing to correct the destructive path of commodification, privatisation and deregulation of our urban commons, of land, housing and infrastructure. ... that public and social housing, social control of urban land use and the public provision of basic services – measures which could reduce the growing social inequalities in cities and societies – will not play a serious role at Habitat III. ... that “inclusion” and cohesion without presenting instruments and policies on how to substantially reduce social inequalities will remain symbolic. ... that the reality of urban poverty could be merged and forgotten under the inclusion We propose that the Habitat III conference in its final declaration ... takes up the legacy of the Habitat Agenda and reaffirms the importance of the Right to Housing, as it is put down in the International Covenant on ESC Rights from 1966, including all aspects as “security of tenure; availability of services and infrastructure; affordability; habitability; accessibility, especially for disadvantaged groups; adequate location and cultural adequacy.” States are obliged to protect, respect and fulfil this right with appropriate state budgets (or development funds) sufficient to address urgent housing problems. A thorough survey of the housing situation of all population groups is required as well as the participative development of short and long term strategies for overcoming specific housing deficits. ... confirms that sustainable urban development is an approach towards the realization of human rights, equity and justice; that it depends on the active participation of all inhabitants and cannot be achieved without seriously addressing the reality of lower income citizens. ... clarifies that technical solutions for urban resilience and smart cities can never replace the holistic approach of sustainable development and social human rights and that the adaption of cities to climate change shall never serve as a pretext for anti-social urban developments, ... includes a clear statement in favour of the urgent need to democratically control the use of urban land and to provide sufficient land for social housing purposes in city centres, close to job opportunities and to social, cultural and recreational facilities. ... discusses the options of democratically organized public and social housing models at broad scale – including rental, cooperative and collective tenure – as a fundamental instrument of a rights based housing provision for all, defining production pattern, management models, funding needs and roles of state, cities and civil society in that social production of habitat. ... includes in its discussions the necessity to regulate mortgage, real estate investments and financial industries. ... considers the need to overcome the austerity dogma and to allow social and poverty oriented public investment strategies in housing, services and infrastructure. ... reviews the impact of free trade and workfare on cities. ... recognizes the big number of tenants in most kinds of settlements, including informal settlements, and supports measures to improve their legal security of tenancy. ... questions the idea that private property deeds are always the best solution and strengthens the development of alternatives – also in regard to the regularisation of informal settlements. ... sends a strong worldwide signal condemning the inhuman practice of forced evictions as a serious violation of Human Rights.

reclaiming-spaces mailinglist served
by JPBerlin Blog: www.reclaiming-spaces.org Address for messages to the list:
reclaiming-spaces@listi.jpberlin.de info-page, access to archive, (un)subscribe
<https://listi.jpberlin.de/mailman/listinfo/reclaiming-spaces>

Aitec-urbain mailing list

Aitec-urbain@reseau-ipam.org

<http://alice.octopuce.fr/cgi-bin/mailman/listinfo/aitec-urbain>